



Conseil de sécurité

Briefing : Protection des civils

New York, le 2 avril 2025

Déclaration de la Suisse

Lue par Pascale Baeriswyl, Représentante Permanente

Merci, Monsieur le Président.

Et permettez-moi tout d'abord de me joindre aux collègues et de vous féliciter ainsi que votre équipe pour la présidence française du Conseil et de remercier notre collègue danoise et son équipe de la présidence réussie au mois de mars. Et j'aimerais aussi dire merci pour la tenue de cette séance et d'avoir invité la Suisse à y participer.

Pour nous, la protection des humanitaires est une priorité comme nous l'avons démontré durant notre mandat au Conseil, notamment à travers notre engagement pour l'adoption de la résolution 2730 il y a près d'un an.

J'aimerais bien entendu aussi me joindre aux collègues et remercier la Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires, Madame Msuya, le Secrétaire général adjoint à la sûreté et à la sécurité, Monsieur Michaud, ainsi que Monsieur Nic Lee, Directeur Exécutif d'INSO, de leurs interventions. Votre engagement pour la sûreté et la sécurité du personnel humanitaire et onusien est remarquable.

Car – et je crois que tout le monde l'a dit d'une façon ou d'une autre – les chiffres sont glaçants. Ils révèlent une réalité qui est clairement inacceptable. À Gaza – et comme nous l'avons entendu, c'est l'endroit le plus dangereux du monde en absolu pour les humanitaires – mais aussi au Soudan, en Ukraine, en République démocratique du Congo, ou encore au Sud-Soudan, la tendance est hélas globale : les humanitaires, essentiels pour alléger les souffrances des civils et assurer leur survie, sont pris pour cibles.

Le personnel national et recruté sur le plan local est particulièrement touché – nous l'avons entendu – le meurtre d'un employé local suscite 500 fois moins d'attention que celui d'un employé international.

Assassinats, blessures, menaces, enlèvements, harcèlements : la Suisse condamne fermement toute attaque contre le personnel humanitaire et onusien, y inclus le personnel national et local. Nos pensées vont aux victimes et à leurs familles, auxquelles je voudrais exprimer nos sincères condoléances.

« Lorsqu'une personne prend pour cible une ambulance, elle ne tue pas seulement l'équipage et la personne secourue, elle tue l'humanité tout entière » constatait Mohammad Bashir Summakie, agent de sécurité local du Programme alimentaire mondial en Syrie. Hélas, ces attaques ne sont pas des incidents isolés ou accidentels. Elles sont le symptôme d'une remise en cause délibérée de l'ordre international, marquée par des violations continues du droit international, notamment de la Charte des Nations Unies et du droit international humanitaire. Nous ne pouvons pas laisser cette tendance s'installer.

Un nombre important d'États, dont la Suisse, s'engage en ce sens: en mai 2024, 98 pays ont co-sponsorisé la résolution 2730, que la Suisse a eu l'honneur de présenter à ce Conseil. En septembre, sous l'initiative de l'Australie, un Groupe ministériel pour la protection du personnel humanitaire a été créé. Et le CICR a lancé son initiative globale, qui a été soutenue par plusieurs membres de ce Conseil, et que nous soutenons bien entendu aussi. Et en novembre, 117 délégations ont unanimement réaffirmé leur engagement à protéger le personnel humanitaire et onusien, à garantir un accès humanitaire sûr et sans entrave, et à renforcer la reddition des comptes quand on discutait des recommandations du Secrétaire général.

Nous saluons cette mobilisation. Elle n'est cependant pas suffisante. Il faut traduire les paroles en actions concrètes pour sauver des vies. Ce que nous devons faire est, en fait, assez clair et évident :

- 1) Exigeons le respect du droit international, y inclut le droit international humanitaire, en toutes circonstances. L'obligation qui incombe aux États ainsi qu'à toutes les parties au conflit de respecter et de protéger le personnel humanitaire et onusien, y inclut le personnel national et recruté sur le plan local, est sans équivoque.
- 2) Mettons en œuvre immédiatement la résolution 2730 et les recommandations du Secrétaire général y relatives.
- 3) Garantissons un accès humanitaire sûr et sans entrave. Nous devons assurer la sécurité du personnel humanitaire afin qu'il puisse atteindre tous ceux qui sont dans le besoin, même face aux restrictions budgétaires et aux délégations croissantes à des organisations locales.
- 4) Au-delà des condamnations politiques, mettons enfin un terme à l'impunité : les États doivent systématiquement enquêter sur les violences et poursuivre les suspects. Sans quoi, nous ne réussirons pas à briser le cercle vicieux des violations du droit international humanitaire.
- 5) Renforçons la confiance en l'action humanitaire, en luttant contre toute campagne de désinformation.
- 6) Et enfin : soutenons les victimes et amplifions leurs voix pour éviter que leurs souffrances ne se répètent.

Monsieur le Président,

Le courage et l'engagement du personnel humanitaire et onusien sur le terrain face aux menaces et attaques sont plus qu'admirables. Leur solidarité avec les populations dans le besoin doit nous inspirer. Notre rôle ne se limite pourtant pas à saluer leur bravoure ou à regretter leur mort. Nous devons agir. Ce Conseil doit rester uni et maintenir son engagement pour protéger ceux qui protègent. J'aimerais croire, avec le Secrétaire général adjoint, que nous pouvons individuellement et collectivement changer cette tendance néfaste. La Suisse restera pleinement engagée à cette fin et fera de cette question une thématique centrale aussi durant la semaine consacrée à la protection des civils le mois prochain, ici à New York.

Je vous remercie.

Thank you, Mr. President.

Allow me first to join my colleagues and congratulate you and your team for the French presidency of the Council as well as the Danish colleague and her team for the successful presidency in March. I would also like to thank you for holding this meeting and inviting Switzerland to participate.

The protection of humanitarian workers is a key priority for us, as demonstrated during our term on the Council, particularly through our commitment to the adoption of resolution 2730 almost a year ago.

I would also like to join my colleagues in thanking the Assistant Secretary-General for Humanitarian Affairs, Ms. Msuya, the Under-Secretary-General for Safety and Security, Mr. Michaud, and Mr. Nic Lee, Executive Director of INSO, for their briefings. Your commitment to the safety and security of humanitarian and UN personnel is remarkable.

Because – and I think that everyone has said it in one way or another – the numbers are chilling. They reveal a reality that is clearly unacceptable. In Gaza – and as we have heard, it is the most dangerous place in the world for humanitarian workers – but also in Sudan, Ukraine, the Democratic Republic of the Congo, South Sudan – the trend is unfortunately global: humanitarian workers, who are essential in alleviating the suffering of civilians and ensuring their survival, are being targeted.

National and locally recruited staff are particularly affected – we have heard it – the killing of a local employee receives 500 times less attention than that of an international employee.

Killings, injuries, threats, kidnappings, harassment: Switzerland strongly condemns any attack against humanitarian and UN personnel, including national and local staff. Our thoughts are with the victims and their families, to whom I would like to express our sincere condolences.

“When anyone targets an ambulance, he is not only killing the crew and the rescued person, he is killing all of humanity,” said Mohammad Bashir Summakie, local security officer for the World Food Programme in Syria. Unfortunately, these attacks are not isolated or accidental incidents. They are symptomatic of a deliberate challenge to the international order, marked by continuous violations of international law, in particular the United Nations Charter and international humanitarian law. We cannot allow this trend to take hold.

A significant number of states, including Switzerland, are committed to this: in May 2024, 98 countries co-sponsored resolution 2730, which Switzerland had the honor of presenting to this Council. In September, at the initiative of Australia, a Ministerial Group for the Protection of Humanitarian Personnel was created. And the ICRC launched its Global Initiative which has been supported by several members of this Council, and which we of course also support. And in November, 117 delegations unanimously reaffirmed their commitment to protect humanitarian and UN personnel, to guarantee safe and unhindered humanitarian access, and to strengthen accountability when the Secretary-General's recommendations were being discussed.

We welcome this mobilization. However, it is not enough. We must translate words into concrete actions to save lives:

- 1) We must demand respect for international law, including international humanitarian law, in all circumstances. The obligation of States and all parties to a conflict to respect and protect humanitarian and UN personnel, including national and locally recruited personnel, is unequivocal.

- 2) We must immediately implement resolution 2730 and the related recommendations by the Secretary-General.
- 3) We must guarantee safe and unimpeded humanitarian access. The safety of humanitarian personnel must be ensured so that they can reach all those in need, even in the face of budget constraints and increasing delegations to local organizations.
- 4) Beyond political condemnations, let us finally put an end to impunity: States must systematically investigate violence and prosecute those responsible. Otherwise, we will not succeed in breaking the vicious circle of violations of international humanitarian law.
- 5) We must strengthen confidence in humanitarian action by combating any disinformation campaign.
- 6) And finally: we must support the victims and amplify their voices to prevent their suffering from being repeated.

Mr. President,

The courage and commitment of humanitarian and UN personnel in the field in the face of threats and attacks are more than admirable. Their solidarity with people in need should inspire us. Our role is not limited to saluting their bravery or mourning their deaths. We must act. This Council must remain united and maintain its commitment to protecting those who protect. I would like to believe, as does the Under-Secretary-General, that we can individually and collectively change this harmful trend. Switzerland will remain fully committed to this end and will make this issue a central theme also during the week dedicated to the protection of civilians next month, here in New York.

I thank you.